



Conseil des Prud'hommes de Lyon

Fonctionnement et activités

5Up 1-5Up109

1806-1965

Agnès De Zolt

Introduction

Zone d'identification

Cote :

5Up 1-5Up109

Date :

1806-1965

Description physique :

2,98ml.

Auteur :

Agnès De Zolt

Origine :

CONSEIL DES PRUDHOMMES DE LYON

Biographie ou Histoire :

La juridiction prud'homale prend effet avec la loi du 18 mars 1806, établissant à Lyon le premier conseil des prud'hommes. Ce texte est ensuite renforcé par les décrets du 11 juin 1809 et du 3 août 1810, qui précisent notamment les attributions, l'élection et le mode de fonctionnement (budget, locaux, *etc.*) des conseillers.

Ces organes sont créés afin de concilier ou juger les différends individuels entre fabricants, ouvriers, chefs d'atelier, compagnons et apprentis. À cet effet, il est tenu, plusieurs fois par semaine et à jours fixes, un bureau particulier ou bureau de conciliation, composé d'un prud'homme fabricant et d'un prud'homme chef d'atelier. Les affaires n'ayant pas trouvé d'issue devant cette première instance sont alors renvoyées devant un bureau général ou conseil de prud'hommes, tenu une fois par semaine.

À Lyon, le conseil des prud'hommes fonctionnera longtemps pour la seule section soierie, dont l'activité est particulièrement importante durant le XIX^e siècle. Le texte de la loi de 1806 est caractéristique, puisqu'il ne fait référence qu'à des protagonistes du textile, avec par exemple la création des livrets d'acquit ou encore des mesures conservatrices des échantillons, clairement destinées aux dessins d'étoffes.

Puis, avec le décret du 6 mars 1867 (cf. 5 Up 61), le conseil s'élargit avec la section de « la Construction, du Bâtiment, du Fer, du Bois, *etc.* ».

Enfin, devant l'accroissement des litiges ne pouvant être réglés par les deux sections existantes, le conseil des prud'hommes se dote d'une section commerce avec le décret du 20 mars 1910 (cf. 5 Up 89). Elle verra rapidement augmenter son volume d'affaires, au point de multiplier les demandes de réorganisation (nécessaire augmentation du nombre des conseillers « commerce ») et de procéder à l'extension des catégories de professions. Elles passeront de trois à cinq durant l'entre-deux guerres (cf. 5 Up 87).

La circonscription du conseil des prud'hommes de Lyon comprend, jusqu'à la seconde guerre mondiale, les communes de : Lyon, Caluire-et-Cuire, Champagne-au-Mont-d'Or, Couzon, La Mulatière, Oullins, Pierre-Bénite, Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, Saint-Didier-au-Mont-d'Or, Saint-Fons, Sainte-Foy-lès-Lyon, Saint-Rambert-L'Île-Barbe, Tassin-la-Demi-Lune, Villeurbanne et Bron.

Le conseil des prud'hommes joue également un rôle important dans l'enregistrement des documents de travail :

1. les conventions collectives.

Les contrats relatifs aux conditions de travail signés entre, « d'une part, les représentants d'un syndicat professionnel ou de tout autre groupement d'employés et, d'autre part, les représentants d'un syndicat professionnel ou de tout autre groupement d'employeurs, ou plusieurs employeurs contractant à titre personnel ou même un seul employeur » doivent être déposés au greffe des prud'hommes, ou à défaut auprès de celui de la justice de paix, conformément à la loi relative aux conventions collectives de travail du 25 mars 1919..

Les conventions collectives présentes dans ce fonds remontent pour les plus anciennes seulement à 1936. Même si l'on peut imputer aux lacunes réelles des archives pour la période du début XXe siècle l'absence de conventions collectives avant cette date, on doit plus certainement attribuer au climat politique favorable de l'époque l'émergence et la multiplication de ces documents contractuels à partir de 1936.

2. les règlements intérieurs ou d'atelier.

Dans le même état d'esprit que les conventions collectives, mais souvent réduits aux dimensions d'une seule entreprise, les règlements intérieurs définissent les règles de vie au sein de l'usine ou de l'atelier, y compris sur des points aussi futiles que l'interdiction de parler, voire de chanter, durant le travail, ou encore la tenue vestimentaire et la propreté des employés (5 Up 38).

3. les dessins et modèles.

Toute personne souhaitant revendiquer devant le tribunal de commerce la propriété d'un dessin ou modèle de son invention est tenue d'en déposer un spécimen ou une représentation légendée aux archives du conseil de prud'hommes (loi sur les dessins et modèles du 14 juillet 1909). Sa déclaration est reportée sur un registre et le spécimen conservé dans une boîte scellée, qui est adressée à l'Office national de la propriété industrielle, lorsque le déposant requiert la publicité de ce dépôt.

Dans le fonds en présence, on peut regretter le faible volume de documents liés aux dessins et modèles, en particulier pour la section soierie durant tout le XIXe siècle. On ne recense qu'extrêmement peu d'échantillons d'étoffes et encore moins de dessins de mailles nouvelles. L'essentiel des informations se concentre dans la période contemporaine, et encore ne s'agit-il souvent que de correspondance avec l'INPI (transmission, renouvellement, *etc.*) ou de simples registres de dépôts.

4. les marques de fabriques.

Les signes extérieurs (dénomination, emblème, empreinte, timbre, cachet, vignette, relief, *etc.*), qu'un fabricant ou un commerçant souhaite appliquer de manière exclusive sur ses produits ou ses marchandises pour en constater l'identité, faisaient l'objet d'un dépôt au greffe du conseil des prud'hommes jusqu'en 1857, sous forme d'un dessin, d'une gravure ou d'une empreinte. Après cette date, la loi sur les marques de fabrique et de commerce du 23 juin 1857 impose l'enregistrement au tribunal de commerce.

Les lacunes importantes du fonds lyonnais entre 1806 et 1880 ne permettent pas de constater des possibles dépôts de ces marques de fabrique durant cette période.

5. les contrats d'apprentissage.

« Le contrat d'apprentissage est celui par lequel un chef d'établissement industriel ou commercial, un artisan ou un façonnier s'oblige à donner ou à faire donner une formation professionnelle méthodique et complète à une autre personne, qui s'oblige, en retour, à travailler pour lui, le tout à des conditions et pendant un temps convenus » (loi relative à l'organisation de l'apprentissage du 20 mars 1928). Avant 1928, le dépôt des contrats d'apprentissage se faisait soit chez un notaire, soit aux greffes des prud'hommes ou des justices de paix. A cette date, la compétence des notaires devient exclusive en matière d'authenticité des actes. Toutefois, pour les actes sous seing privé, un exemplaire est déposé au greffe des prud'hommes. On trouve essentiellement des registres de dépôt de contrats d'apprentissage, notamment postérieurs à 1945.

6. les livrets d'acquit.

Une tenue des avances en nature ou en argent, faites par des patrons à des ouvriers, était effectuée sur des registres afin de contrôler les règlements de comptes entre les deux parties. À Lyon, ce type de document, faisant état de prêts de métiers à tisser (cf. 5 Up 45-57), n'a vraisemblablement existé qu'au cours des XIXe et tout début XXe siècles, en lien évident avec la très forte activité « soyeuse » et la domination du mode de production « à façon » des canuts.

Histoire de la conservation :

Les archives du conseil des prud'hommes étaient conservées dans ses locaux sis au 144, Rue Garibaldi - 69003 LYON. Il s'agissait à l'origine d'un vrac d'environ 8 ml.

Modalités d'entrée :

Versement. Date d'entrée : 02/02/1996.

Zone du contenu et de la structure

Présentation du contenu :

Les articles de ce fonds se constituent de registres, d'arrêtés, de rapports, de dossiers de procédure, de conventions collectives et règlements d'ateliers, de brochures et ouvrages divers, de quelques échantillons, photographies et plans, et surtout de correspondance.

Par ailleurs, on peut signaler deux points intéressants dans les documents de ce fonds, en dehors de la fonction « conciliation et jugement », inhérente à tous les conseils de prud'hommes.

Tout d'abord, les épreuves que passaient de jeunes ouvriers des industries d'art de la section Bâtiment et industries diverses, dans le but de se voir exempter d'une partie de leur service militaire (cf. 5 Up 64). On y trouve des exemples de tests (dictées, *etc.*) et des rapports parfois savoureux dressés par les examinateurs sur les capacités des postulants.

Enfin, les documents générés par les divers congrès de la prud'homie française et notamment celui du cent-cinquantième de Lyon, en 1956 (cf. 5 Up 6-8). Outre leurs aspects festifs et touristiques, ces rendez-vous étaient également l'occasion pour les conseillers prud'hommes d'émettre des vœux, afin d'améliorer le fonctionnement de leur institution.

Zone des conditions d'accès et d'utilisation

Conditions d'accès :

Ce fonds est librement communicable.

Sommaire

5Up1-5Up11 Présidence générale.	1806-1956
5Up12-5Up58 Section Soierie.	1852-1971
5Up59-5Up86 Section Bâtiment et Industries diverses.	1867-1959
5Up87-5Up109 Section Commerce.	1910-1952

Répertoire

5Up1-5Up11 Présidence générale.

1806-1956

5Up1-5Up3 Création, réglementation, organisation, fonctionnement.

1806-1939

5Up1 Instructions et correspondance.

1806-1908

Recueil de législation française en matière de conseils de prud'hommes, dont la loi du 18 mars 1806 portant sur l'institution, la nomination et les fonctions des conseillers prud'hommes à Lyon.

5Up2 Organisation et fonctionnement.

1888-1927

Délibération du conseil municipal de Lyon lors de la séance extraordinaire du 24 avril 1888, relative à la réorganisation des deux sections du conseil des prud'hommes (section des « Industries des Tissus, travaux à la machine, à l'aiguille, etc » et section de « la Construction, du Bâtiment, du Fer, du Bois, etc. »), règlement intérieur (1913), livrets annuels du conseil des prud'hommes de Lyon comportant les éléments suivants : loi du 27 mars 1907, règlement intérieur, nomenclature des industries comprises dans la juridiction du conseil de prud'hommes, communes dépendant de la juridiction prud'homale de Lyon, noms et adresses des conseillers, tableaux de roulement des bureaux de jugement (1914, 1927).

5Up3 Secrétariat.

1914-1939

Correspondance active et passive, pièces annexes.

5Up4-5Up5 Personnel.

1833-1935

5Up4 Élus.

1915

Conseillers mobilisés : correspondance.

5Up5 Administratif.

1833-1935

Secrétaires et secrétaires adjoints, organisation : copie de délibération du Conseil des prud'hommes de Saint Etienne (20 juillet 1833), notification du conseil municipal de Lyon (1868), requête à l'Empereur (1869) ; congrès : correspondance active et passive, brochures, projets de statuts de la Société de secours mutuels, imprimés (1913-1935).

5Up6-5Up8 Congrès de la Prud'homie française.

1906-1956

Tenu à Lyon pour le centenaire des Conseils de Prud'hommes.

5Up6-5Up7 Comité d'organisation.

1906-1956

5Up6 Registre des procès-verbaux de réunion de la Commission du Centenaire et du Cent-cinquantenaire.	1906-1956
5Up7 Correspondance passive, invitation au banquet commémoratif.	1906-1907
5Up8 Souscription au Livre du Centenaire.	1906-1907
Correspondance passive.	
5Up9-5Up10 Œuvres du conseil des Prud'hommes en faveur de la vieillesse.	1914-1917
5Up9 Demande de secours.	1914-1916
Correspondance passive, bulletins de naissance, extraits de casiers judiciaires.	
5Up10 Organisation d'une tombola.	1916-1917
Correspondance passive, invitation, liste de lots et de numéros gagnants, souscription, factures.	
5Up11 Documentation.	1912-1936
Statistique de population du Rhône (1902) consistant en tableaux indiquant la population du département, des arrondissements, des cantons, des communes et des sections de communes non chefs-lieux ayant au moins 1 000 habitants de population agglomérée ; <i>Revue de Conseils de Prud'hommes</i> (recueil mensuel de la législation et de la jurisprudence du contrat de travail) (21 numéros, décembre 1912-décembre 1934) ; <i>Revue pratique de jurisprudence prud'homale et commerciale</i> (mensuel, 3 numéros, février-juin 1914) ; <i>Journal des Prud'hommes et des syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers</i> (trimestriel, 10 numéros, janvier 1916-septembre 1918) ; THERRE (Jean), <i>Précis de propriété industrielle et commerciale (tome I, les Brevets d'invention)</i> , Paris, Rousseau et Cie Éditeurs, 1936, 280 pages.	
5Up12-5Up58 Section Soierie.	1852-1971
5Up12 Personnels élus.	1919-1938
Assemblée générale : copie de procès-verbal (1919). Protestation du Syndicat des fabricants de soierie de Lyon contre la réduction du nombre des conseillers prud'hommes : correspondance passive (1920). Renouvellement électoral : liste des votants et des résultats, professions de foi, bulletin de vote (13-27 novembre 1938).	
5Up13-5Up14 Comptabilité.	1897-1971
5Up13 Livre de caisse.	1897-1971

5Up14 Registre d'acquis des indemnités reçues. **1908-1932**

5Up15-5Up16 Secrétariat. **1879-1939**

5Up15 Dossier « Clément Guillermet ». **1936-1939**

Conseiller « patron » 6ème catégorie (cuirs et peaux), puis président de la section soierie à plusieurs reprises et enfin président général du conseil des prud'hommes de Lyon en 1948. Contient de la correspondance active et passive et des pièces annexes.

5Up16 Statistiques. **1879-1938**

État des travaux annuels, compte rendu (1879-1883, 1900, 1903, 1910-1915, 1918, 1927, 1929, 1935-1936, 1938).

5Up17 Caisse de secours du Conseil des Prud'hommes de la Soierie. **1905-1930**

Statuts. Cette caisse est fondée pour secourir les conseillers prud'hommes dans le besoin par suite de maladies, d'accidents ou pour subvenir à des nécessités affectant spécialement le conseil : funérailles, couronnes mortuaires et secours aux veuves et orphelins malheureux (art. 2).

5Up18-5Up31 Bureau de conciliation. **1917-1958**

5Up18-5Up19 Rôle des affaires en conciliation. **1925-1931**

5Up18 6 février 1925-26 juillet 1929. **6 février 1925-26 juillet 1929**

5Up19 2 août 1929-29 octobre 1931. **2 août 1929-29 octobre 1931**

5Up20-5Up31 Plumitif de conciliation. **1917-1958**

5Up20-5Up21 1ère catégorie « Soierie ». **1924-1943**

5Up20 4 avril 1924-16 janvier 1931. **4 avril 1924-16 janvier 1931**

5Up21 23 janvier 1931-5 mars 1943. **23 janvier 1931-5 mars 1943**

5Up22 2e catégorie « Dorure et passementerie ». **27 décembre 1929-25 juillet 1958**

5Up23 3e catégorie « Tullés ».	7 janvier 1921-16 décembre 1955
5Up24-5Up26 4e catégorie « Teinture et apprêt ».	1917-1958
5Up24 5 janvier 1917-7 février 1930.	5 janvier 1917-7 février 1930
5Up25 14 février 1930-7 janvier 1938.	14 février 1930-7 janvier 1938
5Up26 21 janvier 1938-6 juin 1958.	21 janvier 1938-6 juin 1958
5Up27-5Up29 5e catégorie « Confection et chapellerie ».	1925-1940
5Up27 6 novembre 1925-10 octobre 1930.	6 novembre 1925-10 octobre 1930
5Up28 17 octobre 1930-3 avril 1936.	17 octobre 1930-3 avril 1936
5Up29 17 avril 1936-4 octobre 1940.	17 avril 1936-4 octobre 1940
5Up30-5Up31 6e catégorie « Cuirs et peaux ».	1921-1958
5Up30 29 avril 1921-20 juillet 1938.	29 avril 1921-20 juillet 1938
5Up31 31 août 1938-6 juin 1958.	31 août 1938-6 juin 1958
5Up32-5Up34 Bureau des jugements.	1920-1940
5Up32-5Up33 Rôle des affaires en jugement.	1920-1939
5Up32 15 septembre 1920-28 octobre 1931.	15 septembre 1920-28 octobre 1931
5Up33 22 septembre 1937-27 décembre 1939.	22 septembre 1937-27 décembre 1939

5Up34 Dossier de procédure.

1940

Attendus de jugement de l'affaire VERPILLET Louis contre la Société Impression Nouveauté sur Étoffes S.A.

5Up35-5Up38 Actes déposés au greffe.

1925-1965

5Up35-5Up36 Conventions collectives.

1936-1940

Correspondance, convention, avenant, salaires minima, arrêtés préfectoraux, recueil des actes administratifs.

5Up37-5Up38 Règlements intérieurs.

1925-1965

5Up37 Registre des documents déposés.

1930-1965

5Up38 Règlements.

1925-1939

Correspondance passive, règlements, contrats de travail. Les règlements intérieurs (ou d'atelier) définissent en général : la durée du travail, les retards, l'embauchage et le licenciement, les absences, les entrées et sorties, les accidents, la paye et la discipline.

5Up39-5Up44 Conservatoire des échantillons.

1852-1956

Dessins et modèles.

5Up39 Création, réglementation, organisation, fonctionnement.

1852-1956

Registre des procès-verbaux de réunion.

5Up40-5Up41 Secrétariat.

1910-1929

5Up40 Correspondance et documentation.

1923-1929

Correspondance passive, circulaire, récépissés de l'Office National de la Propriété Industrielle, imprimés vierges.

5Up41 Statistiques.

1910-1928

État des travaux annuels (1910-1915, 1928).

5Up42-5Up44 Enregistrement des dépôts.

1871-1914

5Up42 25 juillet 1871-28 décembre 1888.

25 juillet 1871-28 décembre 1888

5Up43	3 janvier 1889-30 juillet 1900.	3 janvier 1889-30 juillet 1900
5Up44	1er septembre 1900-15 décembre 1914.	1er septembre 1900-15 décembre 1914
5Up45-5Up57	Prêt aux tisseurs.	1859-1914
	Registre des prêts de métiers à tisser.	
5Up45	Lettre A.	1er décembre 1859-11 janvier 1912
5Up46	Lettre B.	3 décembre 1880-18 avril 1894
5Up47	Lettre C.	1er mai 1879-19 mai 1914
5Up48	Lettre F.	17 février 1864-10 juillet 1912
5Up49	Lettre G.	5 avril 1877-2 juillet 1913
5Up50	Lettre L.	11 février 1864-16 septembre 1907
5Up51	Lettre O.	16 mars 1860-12 juin 1909
5Up52	Lettre Q.	26 septembre 1860-4 septembre 1900
5Up53	Lettre R.	4 mai 1884-5 décembre 1912
5Up54	Lettre S.	13 mars 1851-14 décembre 1909
5Up55	Lettre T.	3 septembre 1879-20 septembre 1910
5Up56	Lettre V.	3 décembre 1889-6 mai 1914
5Up57	Lettre Z.	2 février 1861-9 avril 1890

5Up58 Surveillance des apprentis.

1929

Contrat d'apprentissage et règlement.

5Up59-5Up86 Section Bâtiment et Industries diverses.

1867-1959

5Up59 Personnel.

1867-1906

Élections, nomination et démission : correspondance active et passive, résultats d'élections, procès-verbaux d'installation, arrêtés préfectoraux, liste nominative des membres.

5Up60 Comptabilité.

1868-1939

Budget : correspondance active et passive, tableaux de budget prévisionnel.

5Up61-5Up64 Secrétariat.

1867-1959

Création, organisation et fonctionnement.

5Up61 Registre des délibérations.

1867-1959

5Up62 Président de section.

1935-1940

Correspondance active et passive (1935-1940), demande d'inscription sur la liste des experts de la section Bâtiment (1936-1940).

5Up63 Statistiques.

1867-1909

État des travaux annuels (1867-1877, 1879-1901, 1904, 1906, 1909).

5Up64 Jury d'État.

1894-1907

Dispense de service militaire pour les ouvriers d'art : correspondance passive, circulaire, arrêté, rapport, notation, liste de candidats, certificats des employeurs, état des indemnités aux examinateurs, état des épreuves, registre des candidats à la dispense. La loi du 15 juillet 1889 portant sur le recrutement de l'armée (parution au J.O. du 17 juillet 1889), dans son article 23, paragraphe 3, stipule que « En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux, sont envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve : les jeunes gens exerçant les industries d'art qui sont désignés par un jury d'État départemental formé d'ouvriers et de patrons. Le nombre de ces jeunes gens ne pourra en aucun cas dépasser un demi pour cent du contingent à incorporer pour trois ans ». À signaler : intéressants spécimens de papiers en-tête sur des entreprises lyonnaises du début du XXe siècle.

5Up65-5Up75 Bureau de conciliation et de jugement.

1867-1942

5Up65-5Up67 Répertoire des actes soumis à l'enregistrement.

1867-1942

5Up65 14 novembre 1867-7 janvier 1891.	14 novembre 1867-7 janvier 1891
5Up66 29 mai 1915-9 mars 1937.	29 mai 1915-9 mars 1937
5Up67 9 mars 1937-9 octobre 1942.	9 mars 1937-9 octobre 1942
5Up68-5Up74 Rôle des affaires portées à l'audience.	1918-1940
5Up68 17 septembre 1918-21 juillet 1922.	17 septembre 1918-21 juillet 1922
5Up69 28 juillet 1922-5 octobre 1926.	28 juillet 1922-5 octobre 1926
5Up70 7 novembre 1930-31 octobre 1933.	7 novembre 1930-31 octobre 1933
5Up71 3 novembre 1933-10 juillet 1936.	3 novembre 1933-10 juillet 1936
5Up72 10 juillet 1936-22 juin 1937.	10 juillet 1936-22 juin 1937
5Up73 22 juin 1937-18 novembre 1938.	22 juin 1937-18 novembre 1938
5Up74 18 novembre 1938-22 octobre 1940.	18 novembre 1938-22 octobre 1940
5Up75 Minutes de jugement.	1900
Jugement du 25 mai 1900 concernant l'affaire contremaîtres contre « La Perle française ».	
5Up76-5Up82 Actes déposés au greffe.	1926-1940
Conventions collectives : correspondance passive, convention, avenant, salaires minima, arrêtés préfectoraux, plan.	
5Up76 Première catégorie : Pierre.	1936-1939
5Up77 Deuxième catégorie : Bois.	1936-1939
5Up78 Troisième catégorie : Fer.	1936-1939

5Up79 Quatrième catégorie : Métallurgie.	1936-1939
5Up80 Cinquième catégorie : Produits chimiques et alimentation.	1936-1939
A signaler : la convention collective de l'hôpital Saint Luc, déposée le 21 juillet 1939.	
5Up81 Sixième catégorie : Papier.	1935-1939
5Up82 Septième catégorie : Transports.	1926-1940
5Up83-5Up85 Dessins et modèles.	1901-1940
5Up83 Déclarations de dépôt.	1901-1940
Correspondance passive, circulaire, récépissés, pièces annexes.	
5Up84-5Up85 Registres des dépôts.	1938-1940
5Up84 19 septembre 1938-11 août 1939.	19 septembre 1938-11 août 1939
5Up85 18 août 1939-7 septembre 1940.	18 août 1939-7 septembre 1940
5Up86 Surveillance des apprentis.	1936
Répertoire des contrats collectifs déposés.	
5Up87-5Up109 Section Commerce.	1910-1952
5Up87-5Up88 Personnel.	1913-1937
5Up87 Élus.	1913-1927
Demande d'augmentation du nombre des conseillers et de réorganisation de la section (1913-1922), renseignements individuels (1927). À signaler : la liste des professions pour chaque catégorie de la section commerce (s.d.).	
5Up88 Administratif.	1920-1937
Correspondance active et passive, arrêtés préfectoraux, rapport, note de service, états des salaires, bulletin municipal.	

5Up89-5Up90 Secrétariat.	1910-1940
5Up89 Statistiques.	1910-1940
État des travaux annuels.	
5Up90 Congrès.	1913-1914
Correspondance active et passive, rapport.	
5Up91-5Up106 Bureau de conciliation et de jugement.	1910-1940
Rôle des affaires portées à l'audience.	
5Up91 22 septembre 1910-2 octobre 1911.	22 septembre 1910-2 octobre 1911
5Up92 5 octobre 1911-1er juillet 1912.	5 octobre 1911-1er juillet 1912
5Up93 4 juillet 1912-18 mai 1914.	4 juillet 1912-18 mai 1914
5Up94 25 mai 1914-18 mars 1920.	25 mai 1914-18 mars 1920
5Up95 25 mars-9 décembre 1920.	25 mars-9 décembre 1920
5Up96 9 décembre 1920-23 juin 1921.	9 décembre 1920-23 juin 1921
5Up97 23 juin 1921-2 février 1922.	23 juin 1921-2 février 1922
5Up98 6 février 1922-1er février 1923.	6 février 1922-1er février 1923
5Up99 8 février 1923-4 novembre 1926.	8 février 1923-4 novembre 1926
5Up100 4 novembre 1926-9 janvier 1930.	4 novembre 1926-9 janvier 1930
5Up101 13 janvier 1930-22 février 1932.	13 janvier 1930-22 février 1932

5Up102 25 février 1932-7 juin 1934.

25 février 1932-7 juin 1934

5Up103 11 juin 1934-24 août 1936.

11 juin 1934-24 août 1936

5Up104 31 août 1936-24 janvier 1938.

31 août 1936-24 janvier 1938

5Up105 27 janvier 1936-17 avril 1939.

27 janvier 1936-17 avril 1939

5Up106 17 avril 1939-28 novembre 1940.

17 avril 1939-28 novembre 1940

5Up107-5Up109 Dessins et modèles.

1911-1952

5Up107 Correspondance et documentation.

1911-1940

Correspondance passive, déclaration de dépôt, circulaire, brochure *Notions pratiques sur les brevets d'inventions, les dessins et modèles et les marques de fabrique à l'usage des inventeurs et industriels* (1912).

5Up108 Registre des dépôts.

8 avril 1937-9 mai 1952

5Up109 Statistiques.

1911-1940

État annuel des travaux (1920, 1922-1923, 1928, 1940).
